

France-Mali/En visite hier à Gao

Macron appelle à relancer le processus de paix

AFP
Gao/Mali

Aux côtés de son homologue malien Ibrahim Boubacar Keïta, le président français a marqué sa "détermination" à poursuivre l'engagement au Sahel.

LE président français Emmanuel Macron a appelé hier au Mali devant son homologue Ibrahim Boubacar Keïta à accélérer le processus de paix, pour son premier déplacement hors d'Europe, sur la base militaire française de Gao, principale ville du nord du pays.

Moins d'une semaine après son entrée en fonctions, le chef de l'Etat a marqué sa "détermination" à poursuivre l'engagement au Sahel, en renforçant la coopération avec l'Allemagne, mais aussi en complétant l'action militaire par une stratégie de développement. A son arrivée peu avant 10H00 GMT (11H00 au Gabon), M. Macron, en costume bleu nuit, a été accueilli à la descente du Falcon présidentiel par M. Keïta, en boubou blanc, venu de la capitale, Bamako.

Ils ont passé en revue les troupes présentes sur la base de l'opération française Barkhane, qui mobilise 4 000 soldats dans cinq pays (Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Tchad), dont 1 700 en poste à Gao actuellement, dans la lutte contre les jihadistes au Sahel.

Le président français, accompagné par ses ministres Jean-Yves Le Drian (Europe et Affaires étrangères) et Sylvie Goulard (Armées), ainsi que par le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) Rémy Rioux, devait passer environ six heures sur place, suivant un programme très chargé.



Photo : AFP

Le président français Emmanuel Macron, en conférence de presse aux côtés de son homologue malien Ibrahim Boubacar Keïta, hier à Gao : "Mon souhait, c'est que nous accélérions."

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, qui ont été en grande partie chassés par l'opération Serval, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, dont Barkhane a pris le relais en août 2014. Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu (Minusma), régulièrement visées par des attentats meurtriers, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes. Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du pays.

AGIR " SANS BARGUIGNER " • Deux ans après cet accord, la communauté internationale exprime régulièrement son impatience face aux retards accumulés dans son application, y compris envers le gouvernement malien. "Mon souhait, c'est que nous accélérions", a déclaré M. Macron au cours

d'une conférence de presse conjointe avec M. Keïta après un entretien avec celui-ci.

"On sait où sont les difficultés principales et ce que nous devons faire. Faisons-le sans barguigner", a-t-il lancé.

Le chef de l'Etat français s'est également dit prêt à se rendre, à l'invitation de son hôte malien, à une réunion "dans les semaines qui viennent" du G5 Sahel, qui regroupe les pays de la zone.

Le G5 Sahel a adopté un plan prévoyant la création d'une force conjointe composée de 5 000 militaires, policiers et civils, pour combattre les groupes jihadistes et sécuriser les frontières communes des pays membres. M. Macron a également prôné une participation accrue des autres pays européens à la lutte contre les jihadistes, en particulier de l'Allemagne, premier contributeur européen à la Minusma.

"Je souhaite que l'engagement allemand puisse s'intensifier, je l'ai évoqué lundi avec (la chancelière)

Angela Merkel, c'est aussi sa volonté", a-t-il précisé. Il a dit s'inscrire dans la continuité de son prédécesseur François Hollande dans sa détermination à combattre militairement les groupes jihadistes au Sahel, mais vouloir aussi apporter un "grand volontarisme en matière de développement".

Au compte de l'AFD "un peu plus de 470 millions d'euros -307,8 milliards de francs - (d'aide) on été décidés sur la zone pour les années à venir, pour accompagner cet effort militaire", a annoncé M. Macron, voyant dans cet effort pour "permettre à la population de mieux vivre (...) le meilleur antidote au développement du terrorisme islamiste".

Il a ensuite effectué un vol en hélicoptère au-dessus de Gao et de la boucle du fleuve Niger, à basse altitude, sous les caméras des télévisions embarquées à bord d'un autre hélicoptère.

Alors que 25 journalistes sont du déplacement, une quinzaine de sociétés de journalistes, des direc-

teurs de rédaction et Reporters sans frontières ont protesté jeudi contre l'organisation de sa communication, notamment le choix des journalistes l'accompagnant au Mali.

Avant même cette visite, plusieurs organisations humanitaires ont appelé Paris à renoncer à la seule approche militaire pour résoudre les violences secouant le Mali.

La politique française en Afrique est trop "purement militaire", plaide la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

Même diagnostic pour l'ONG Human Rights Watch, qui a conseillé à M. Macron d'"exhorter le président du Mali à s'attaquer frontalement aux problèmes qui ont mené à des décennies d'instabilité, notamment une faible gouvernance, une corruption endémique et les abus commis par les forces de l'ordre".

Dix-sept militaires français ont été tués au Mali depuis le lancement de Serval en 2013, selon un décompte de l'AFP.

L'Afrique en bref

• Centrafrique/Violences. Des armes lourdes utilisées contre les Casques bleus

Une récente offensive visant des Casques bleus en Centrafrique a été menée par un groupe qui a utilisé des armes lourdes, artillerie inhabituelle dans les combats qui ravagent ce pays d'Afrique centrale, s'est alarmée jeudi une responsable onusienne.

• Côte d'Ivoire/Mutinerie. Le chef d'état-major demande pardon à Bouaké

Le chef d'état-major des armées ivoiriennes s'est rendu jeudi à Bouaké (centre), épice de la mutinerie qui a secoué le pays, et a demandé "pardon" pour la mort d'un ex-rebelle démobilisé tué par les mutins, a rapporté un journaliste de l'AFP.

• Maroc/Diplomatie. Les dénonciations de Rabat

Le Maroc a dénoncé jeudi "l'agression physique" de l'un de ses diplomates par un responsable algérien lors d'une réunion d'un comité onusien dans les Caraïbes, un "grave" incident qui va "contre tous les usages diplomatiques", selon le chef de la diplomatie marocaine.

• Niger/Politique. L'opposant Amadou Djibo en prison

L'opposant et ex-député nigérien Amadou Djibo Ali a été incarcéré jeudi après-midi, après trois jours de garde à vue, pour "complot" présumé visant le "renversement" du président Mahamadou Issoufou, a indiqué l'un de ses avocats.

A travers le monde

• Grande-Bretagne-Suède/Justice. Assange savoure



Photo : AFP

Le fondateur de WikiLeaks Julian Assange s'est exprimé hier au balcon de l'ambassade d'Equateur à Londres pour saluer "une victoire importante" après l'abandon en Suède des poursuites pour viol à son encontre.

• Iran/Présidentielle. Pour ou contre Rohani ?

Les Iraniens votaient massivement et avec enthousiasme hier pour élire leur président, un scrutin déterminant pour le sortant Hassan Rohani, 68 ans - opposé notamment au conservateur Ebrahim Raïssi, 56 ans - et la poursuite de l'ouverture au monde entamée par l'accord nucléaire de 2015 avec les grandes puissances.

RDCongo/Prisons

Encore une évasion !

AFP
Kinshasa/RDCongo

Cette fois, ce sont plusieurs dizaines de détenus qui se sont échappés.

PLUSIEURS dizaines de détenus se sont échappés d'une prison située au sud-ouest de Kinshasa dans la nuit de jeudi à hier, moins de 48 heures après une spectaculaire évasion dans la capitale congolaise, selon des sources concordantes.

"Sur les 74 détenus que comptait la vétuste prison de Kasangulu, 68 se sont

évadés" vers 01h00 du matin, a déclaré à l'AFP Jean-Claude Vuemba, député de cette cité rurale de la province du Kongo-central située à environ 40 km au sud-ouest de la capitale. Dix d'entre eux ont ensuite été "récupérés", a précisé cet élu d'opposition, dénonçant les conditions de vie des détenus. "Ils n'ont pas à manger, les malades ne sont pas soignés".

Jointe plus tôt dans la matinée, une militante locale d'une ONG de défense des droits de l'Homme avait déclaré avoir "visité la prison avec les autorités". "Nous avons vu seulement quatre personnes dont deux

femmes", avait-elle dit. Selon cette militante et M. Vuemba, aucun mort ou blessé n'a été signalé.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de la police nationale a seulement indiqué que des enquêteurs avaient été envoyés de Kinshasa pour s'enquérir de la situation sur place. Mercredi matin avant l'aube, la prison centrale de Makala, à Kinshasa, a été attaquée dans des circonstances non élucidées, provoquant une évasion massive de détenus.

Alors que certaines source évoquent la fuite de plus de 4 000 personnes (soit environ la moitié des effectifs

de cette prison très largement surpeuplée), les autorités n'ont fourni aucun bilan sur cet incident dans lequel au moins huit personnes ont trouvé la mort, selon une source officielle. Le gouvernement a accusé les adeptes de Bundu Dia Kongo (BDK, "Royaume du Kongo" en kikongo), un mouvement politico-religieux sécessionniste, d'être responsables de l'assaut contre le pénitencier, qui a conduit à l'évasion de leur chef, Ne Muanda Nsemi. Député de Kinshasa, Ne Muanda Nsemi est originaire du Kongo-central. Son mouvement est accusé d'une série d'attaques

contre des symboles et des représentants de l'Etat au début de l'année dans cette province.

Il avait été arrêté début mars après avoir appelé à un soulèvement contre le président Joseph Kabila, dont le mandat est échu depuis décembre, mais qui se maintient à son poste dans un climat de tension politique exacerbée par une recrudescence des troubles dans plusieurs provinces du pays.

M. Vuemba appelle néanmoins à ne pas dresser un parallèle trop rapide entre les évasions de Kinshasa et celles de Kasangulu.